



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et  
de l'Internationale ouvriers révolutionnaires  
Supplément à CPS n°57 –  
13 juillet 2015

**Sous la houlette de l'impérialisme allemand, l'Union européenne vient d'imposer un véritable "traité de Versailles" à la Grèce qui condamne les travailleurs grecs à la misère, à la famine, à la déchéance.**

**QUELLE EST LA SEULE ISSUE ?**

## **Merkel et Hollande viennent de décider de réduire les masses grecques à la famine**

En 1918, les puissances impérialistes victorieuses imposaient une véritable saignée doublée d'une humiliation à l'Allemagne. Une énorme dette de guerre devait être payée. Les ressources allemandes étaient directement spoliées. La Sarre était occupée. Cette humiliation n'a pas été pour rien dans la montée victorieuse du nazisme 15 ans plus tard.

Certes la Grèce de 2015 n'est pas l'Allemagne de 1918. Elle est loin d'en avoir le poids économique. Mais l'humiliation n'est pas moindre. Le parlement grec est sommé de voter en 72 heures : hausse de la TVA, réforme des retraites, "libéralisation" du marché du travail. L'apparence même de la "souveraineté" de la Grèce disparaît. Non seulement l'accord somme la Grèce de privatiser en rafale aéroports, transports électriques, ports, mais encore, l'Union européenne aura la main sur les privatisations pour faire en sorte que l'argent aille directement dans la poche des créanciers.

L'impérialisme allemand a répondu de manière pratique à la question : qui est le maître en Europe ? L'impérialisme français, après avoir préparé à Athènes même un plan à peine moins violent, s'est soumis, conformément aux rapports de forces réels entre les deux pays. Il ne restait plus qu'à Hollande, avec le ton doucereux qui lui sied si bien, à faire avaler la pilule au peuple grec.

## **Un accord punitif et exemplaire**

Sans aucun doute, il s'agit à travers cet accord de garantir les intérêts des créanciers : les États impérialistes eux-mêmes, les banques. Mais il ne s'agit pas que de cela. D'autant que tout le monde sait que, même en saignant le peuple grec jusqu'à la dernière goutte, la dette dans sa totalité est à vrai dire irrecoverable.

Il s'agit d'un accord punitif et d'une punition exemplaire. De quoi travailleurs et jeunes doivent-ils être punis ?

Ils doivent être punis du vote de janvier où ils ont chassé le parti de la bourgeoisie grecque – la Nouvelle Démocratie – pour envoyer au Parlement (la Vouli), une nette majorité de députés de partis issus du mouvement ouvrier, Syriza rassemblant à lui seul 149 députés sur 300 (auxquels il faut ajouter les 18 du KKE – le Parti Communiste grec – et les 13 du PASOK – Parti Socialiste -, laminé par son soutien depuis 2009 à tous les mémorandums de la Troïka).

Ils doivent être punis de leur vote au référendum du 5 juillet où ils ont voté de manière massive contre les propositions de la Troïka – ces mêmes propositions qui de manière considérablement aggravée leur sont imposées 8 jours plus tard !

Rappelons-le : c'est souvent à plus de 70% que les quartiers populaires ont voté Non au référendum. C'est à 85% que les jeunes de 18 à 24 ans ont voté Non. Ce Non constituait et constitue un véritable camouflet au capital financier et aussi à la bourgeoisie grecque qui s'était mobilisée pour le Oui. Ce Non s'est imposé malgré non seulement le pilonnage du patronat grec, des médias à ses ordres, mais aussi malgré le honteux appel à voter Oui du PASOK faisant adopter la même position à la GSEE (principale confédération syndicale du privé), malgré le non moins honteux appel du KKE à voter "ni Oui, ni Non", plaçant ainsi les deux camps, c'est-à-dire les deux classes sur un même plan !

En riposte à ce "Non", par l' "accord" imposé par Merkel-Hollande à Tsipras le 13 juillet, les puissances impérialistes d'Europe viennent d'envoyer un message limpide aux prolétariats d'Europe : *"Voilà comment nous traitons aujourd'hui et traiterons à l'avenir toute tentative de rébellion des masses laborieuses contre nos propres plans d'exploitation et de paupérisation !"*

## **L'écrasante responsabilité du gouvernement Tsipras-Kammenos**

Si les masses grecques voient à juste titre dans la Troïka leur ennemi juré, la coalition des suceurs de sang, la responsabilité du gouvernement dirigé par Tsipras n'en est pas moins écrasante. Rappelons que contre la majorité issue du vote du 25 janvier, Tsipras a constitué un gouvernement d'alliance avec les "Grecs Indépendants" – dont le chef est Kammenos – parti ultra-réactionnaire, grand défenseur de l'Église et de l'Armée, impliqué dans nombre de mémorandums précédents.

Pour n'évoquer que les quinze derniers jours, pourquoi Tsipras a-t-il organisé le référendum ?

D'une part la Troïka, et en particulier l'impérialisme allemand, ne lui laissent pas la moindre marge de manœuvre, le sommant d'avaloir, jusqu'à la dernière gorgée, l'infâme potion des mesures les plus violentes contre les masses. D'autre part, Tsipras n'avait alors aucune certitude de pouvoir faire avaloir cette potion à la majorité de députés des partis issus du mouvement ouvrier qui siègent à l'Assemblée grecque, en particulier de l'ensemble des députés de Syriza. Le référendum constituait donc de la part de Tsipras la recherche d'une légitimité "au dessus des partis". En ce sens, c'était une opération typiquement bonapartiste visant à lui donner les mains libres. En tant que telle, elle visait à rassembler les Grecs par-delà leur appartenance de classe, bourgeois et prolétaires, derrière le prétendant bonaparte. De ce point de vue, elle n'a pas réussi.

Et c'est pourquoi **contre** le résultat du référendum, dès le lendemain, Tsipras s'adressait à tous les partis, en particulier à Nouvelle Démocratie qui avait fait une campagne acharnée pour le Oui, pour une déclaration commune que signaient tous les partis à l'exception du KKE, qui cependant répondait à l'invitation, et des fascistes d'Aube Dorée, qui préparent à leur façon l'avenir.

Dès le surlendemain, le nouveau ministre des finances grec a écrit à l'Eurogroupe. *Le Monde* du 9 juillet résume : "*La Grèce s'engage à adopter presque toutes les mesures proposées par les créanciers le 26 juin, qu'Athènes avait alors rejetées en annonçant la tenue d'un référendum*".

On ne saurait mieux dire. Application immédiate des mesures contre les retraites, augmentation de la TVA – payée essentiellement par les masses laborieuses alors que les armateurs, l'Église, une grande partie du patronat grec sont exonérés d'impôts – accélération des privatisations : tout y est !

Dans la nuit du vendredi 10 juillet, Tsipras a fait adopter par 250 voix sur 300 députés le "mandat" pour négocier avec la Troïka sur la base des mesures... contre lesquelles, 5 jours plus tôt, les travailleurs grecs s'étaient massivement prononcés. Ont voté pour : Nouvelle Démocratie, Potami (parti bourgeois "centriste"), la majorité des députés "Grecs Indépendants". Mais aussi la grande majorité des députés de Syriza (sur 149 députés, seulement 2 ont voté contre, 8 se sont abstenus). Ont voté contre les députés du KKE et les fascistes d'Aube Dorée.

**Le vote par la majorité des députés de Syriza, comme d'ailleurs des députés du PASOK revenait à piétiner le vote des travailleurs du 5 juillet. C'était une véritable trahison.**

Dès lors, l'issue de la "négociation" du dimanche 12 était inscrite. Il ne restait plus qu'à Merkel, soutenue bon gré mal gré par Hollande, à faire boire à Tsipras le calice jusqu'à la lie. Ce qui fut fait.

### **Les "négociations" entre l'UE et la Grèce éclairent d'une lumière crue la nature même de l'UE**

Pour tous les travailleurs, pour les militants, les derniers événements sont riches d'enseignements. L'UE y a montré sa vraie nature. Les "valeurs" de l'UE dont se réclament pourtant bruyamment les sommets des organisations issues du mouvement ouvrier, se révèlent pour ce qu'elles sont : l'UE est une alliance des différents États bourgeois d'Europe au compte du capital financier ligués contre le prolétariat pour obtenir de celui-ci un taux d'exploitation toujours plus important, pour détruire toutes les conquêtes ouvrières.

En ce sens, à l'inverse de la soumission à l'UE revendiquée par les appareils dirigeants des syndicats, par le PS, le PCF, la seule position conforme aux intérêts ouvriers consiste d'abord à se prononcer : **à bas l'UE ! A bas l'Euro !**

Mais l'alliance que constitue l'UE est une alliance conflictuelle. Elle ne fait nullement disparaître les antagonismes entre puissances impérialistes. Les derniers jours ont vu Hollande tenter vainement de se dresser contre l'impérialisme allemand, prêt à bouter hors de l'UE la Grèce si Tsipras ne se soumettait pas à 100% à son diktat. L'impérialisme français, lui, craignait mortellement le Grexit, non seulement parce que cela aboutissait à une domination plus grande encore de l'Allemagne en Europe, mais aussi parce que la conséquence possible en eût été l'augmentation des taux d'intérêts sur les obligations d'État des pays les plus fragiles, c'est-à-dire l'Italie, le Portugal, l'Espagne... et la France !

En tout état de cause, la façon dont s'est conclu l'"accord" du 13 juillet l'indique clairement : il n'y a pas de "couple franco-allemand". Il y a un impérialisme dominant en Europe : l'impérialisme allemand, par rapport auquel l'impérialisme français est condamné à des jérémiades.

**Pour le prolétariat grec, le principal obstacle tient à son propre désarroi politique entretenu par les appareils dirigeants du mouvement ouvrier**

Ce que contient l'accord Merkel-Hollande-Tsipras, c'est une nouvelle dégradation épouvantable pour les masses laborieuses grecques. Déjà les salaires ont diminué de 30 à 50% depuis 2008, déjà les retraites ont été laminées, déjà 25% de la population est sans travail, plus de 50% des jeunes. Déjà un tiers de la population ne bénéficie plus de la moindre couverture santé, condamnée à se soigner dans des hôpitaux où travaillent des bénévoles, et qui n'ont d'autres ressources que celles que leur offre la charité publique. Et demain sera pire !

Voilà pourquoi la première exigence consiste à dire de manière claire et nette : **A bas le diktat Merkel-Hollande** (auquel s'est soumis Tsipras) ! Une telle exigence devrait être formulée en direction de la Vouli pour que la majorité Syriza-KKE-PASOK refuse de se soumettre à ce diktat, de voter les lois anti-ouvrières qui sont exigées d'elle. Et cette exigence pour avoir quelque chance d'être entendue suppose l'organisation d'une puissante manifestation nationale en direction de la Vouli à l'appel des directions syndicales, dans l'unité. L'appel de l'ADEDY (syndicat majoritaire de la Fonction publique) à la grève le 15 juillet est de ce point de vue la réfraction du refus du prolétariat grec de se soumettre.

Car le prolétariat et la jeunesse grecs n'ont pas dit leur dernier mot. Comme le démontre leur vote massif pour le non au référendum du 5 juillet, ils refusent la déchéance dans laquelle les fait plonger les banksters et les gouvernement à leur solde.

Mais l'obstacle principal au déferlement du prolétariat, c'est le désarroi politique, l'absence de perspective politique. C'est en ce sens que pourrait être soumis à la discussion des militants ouvriers et des jeunes qui cherchent à s'ouvrir une voie pour combattre les éléments d'un programme offrant une issue ouvrière.

**Dans le cadre du maintien du capitalisme et de la propriété privée des moyens de production, pour les masses grecques le choix, c'est : misère avec l'euro ou misère avec la drachme !**

Il faut commencer par préciser une chose : pour des militants révolutionnaires en Grèce, il serait parfaitement correct de se prononcer pour la rupture avec l'UE, la BCE, le FMI dans la continuité du refus massif de leurs plans de famine exprimé lors du référendum du 5 juillet. Mais une telle rupture, pour indispensable qu'elle soit, est parfaitement insuffisante. Dans le cadre du maintien du capitalisme, le retour à la drachme non seulement ne permettrait en rien de sortir de la misère que les masses grecques endurent, mais la misère risquerait fort d'être pire encore : celles-ci seraient en particulier accablées par une brutale augmentation du prix des produits d'importation, du fait de la faible valeur de la drachme par rapport à l'euro. Il faut ajouter que la dette qui continuerait à être libellée en euros, serait plus écrasante encore.

Voilà pourquoi, la rupture avec l'UE, la BCE, le FMI n'est le début d'une solution pour les masses que s'il s'agit des prémices à des mesures radicales de rupture avec le système de la propriété privée des moyens de production, avec le capitalisme.

**Les mesures qui peuvent éviter au prolétariat grec la misère, la famine, le chaos, la barbarie**

La première mesure consiste évidemment dans **la dénonciation de la dette dans sa totalité** (c'est-à-dire la décision de ne pas en payer un seul euro). Cette dette n'est en rien celle des travailleurs grecs. C'est la dette des banquiers eux-mêmes qui ont été renfloués aux frais de l'État, celle des capitalistes qui se sont goinfrés de prêts avant de se déclarer insolvable, celle de la hiérarchie militaire dont chaque année le budget augmentait de manière exponentielle, ... celle des créanciers eux-mêmes qui ont été remboursés à des taux usuraires. On ne saurait dire moins que ce que dit Stiglitz, économiste bourgeois, prix Nobel en 2001 – qu'on ne peut sûrement pas accuser d'être un révolutionnaire ! : *"Seule une très faible partie des énormes sommes prêtées à la Grèce lui était réellement destinée. Elles ont servi à rembourser les créances privées notamment des banques en Allemagne et en France. La Grèce n'a reçu que des miettes mais elle a payé le prix fort pour préserver les systèmes bancaires de ces pays"*.

Le syndicat ADEDY (syndicat majoritaire dans la fonction publique grecque) le dit clairement : *"Le gouvernement dans les propositions qu'il a formulées dans le processus de négociation montre qu'il ne tient pas compte des besoins actuels réels des travailleurs et travailleuses, des besoins de la grande armée de chômeurs, de nos jeunes et des retraités. Il accepte que la dette doive être payée dans sa totalité quand il est évident que sa suppression est une condition préalable pour répondre aux besoins de la population."*

La seconde mesure consiste dans **la nationalisation sans indemnité ni rachat sous contrôle ouvrier des banques**. Le gouvernement Tsipras-Kammenos a laissé sortir les capitaux de la bourgeoisie grecque pour s'en prendre ensuite à la possibilité des travailleurs et retraités grecs de retirer leurs salaires et pensions ! A l'inverse, après avoir exproprié les banquiers, il faut faire appel aux employés de banque pour qu'ils interdisent la sortie des capitaux restants.

Il est nécessaire d'**arrêter immédiatement les privatisations** (le port du Pirée, les aéroports etc.) et au contraire d'**annuler toutes les privatisations opérées depuis 2008**, renationalisation sans rachat d'autant plus que ces privatisations se sont faites généralement à prix bradé, permettant aux capitalistes acheteurs des opérations juteuses).

Au-delà, il est nécessaire de **collectiviser les grands moyens de production et d'échange**, sans quoi, aucun plan de production permettant de satisfaire les besoins les plus urgents de la population laborieuse n'est possible. Il faut **exproprier sans délai les biens de l'Église**, en particulier les terres, faire en sorte que l'agriculture grecque contribue en priorité à nourrir la population laborieuse. La séparation rigoureuse de l'État et de l'Église doit être établie, le clergé vivant exclusivement des dons volontaires des fidèles.

Il est nécessaire d'engager sans délai le **démantèlement des corps répressifs de l'État**, de la hiérarchie militaire et de la police, dont tout le passé et le présent – son infiltration notable par les fascistes d'Aube Dorée par exemple – montre assez qu'ils sont prêts à tout pour la défense de l'ordre bourgeois.

**Seul un véritable gouvernement ouvrier peut mettre en œuvre de telles mesures**

C'est une évidence : ce n'est sûrement pas du gouvernement Tsipras-Kammenos qu'on peut attendre de telles mesures. Avancer tout ou partie de ces mesures en laissant entendre que l'actuel gouvernement pourrait les mettre en œuvre, c'est tromper les travailleurs. Seul un gouvernement ouvrier, constitué à partir des comités ouvriers organisés du bas en haut, à même d'établir les besoins de la population, de prendre les mesures pratiques à même d'y faire face, pourrait le faire.

Mais, dira-t-on, à ce jour de tels comités n'existent pas. C'est vrai. On ne peut les décréter et ils ne peuvent surgir que de la mobilisation révolutionnaire des masses elles-mêmes. Mais existe dès maintenant une majorité de députés à l'Assemblée, majorité de députés issus

des partis d'origine ouvrière (principalement Syriza, mais aussi le KKE, et le PASOK). Donc, mathématiquement, il est possible de constituer un gouvernement du Front Unique Syriza-KKE-PASOK sans représentant de partis bourgeois (tels les "Grecs Indépendants" actuellement au gouvernement, grands défenseurs de l'Église et de la hiérarchie militaire). Mais objectera-t-on : le PASOK vient d'appeler à voter Oui au référendum ; et le KKE ne veut pas entendre parler d'un gouvernement de Front Unique. Et l'immense majorité des députés de Syriza viennent de voter le "mandat" donné à Tsipras pour l'accord que l'on sait ! C'est exact. Mais que Syriza fasse publiquement la proposition d'un tel gouvernement devant l'opinion ouvrière à ces partis et ceux-ci se verraient dans l'obligation d'assumer leur refus. Et ils en paieraient durement le tribut !

On dira : telle n'est nullement la position des dirigeants de Syriza, dont toute la politique au contraire vise à la recherche de l'accord avec la bourgeoisie et la Troïka ! Ce sont donc les masses qui devront imposer ce gouvernement du Front Unique, comme elles devront imposer aux directions syndicales de combattre dans ce sens. Ce n'est en rien une utopie. La manifestation devant les locaux de la GSEE, contre l'appel au vote Oui de ses dirigeants, témoigne au contraire de cette tendance à imposer la réalisation du Front Unique. Le gouvernement du Front Unique ne serait certes pas un véritable gouvernement ouvrier. Mais il constituerait un court intermède vers ce dernier.

### **Pour les États-Unis socialistes d'Europe**

Mais il faut encore préciser : même si un gouvernement de cette nature se mettait en place, nul ne peut imaginer que de manière durable et dans les étroites frontières de la Grèce, les difficultés qui harcèlent les masses laborieuses en Grèce puissent être résolues. La constitution d'un gouvernement ouvrier en Grèce ne pourrait prendre son véritable sens que dans l'appel au prolétariat de toute l'Europe pour que dans chaque pays le combat soit engagé pour en finir avec les gouvernements bourgeois, pour que le prolétariat prenne le pouvoir, pour la constitution à partir de là des États-Unis socialistes d'Europe, seule perspective historique pour échapper à la barbarie vers laquelle chaque jour davantage le maintien du capitalisme conduit la civilisation humaine.

### **Ce qu'est le véritable soutien au peuple grec**

Le prolétariat et la jeunesse grecs bénéficient, en particulier depuis le Non du 5 juillet, de la sympathie incontestable des travailleurs et de la jeunesse de tous les pays d'Europe, particulièrement en France. La question est la suivante : comment doit s'exprimer pratiquement le soutien au peuple grec ?

Les appareils dirigeants des syndicats, le PCF, l'"extrême gauche" ont organisé des rassemblements qui se présentaient comme "en soutien au peuple grec". Mais sur quelle orientation ? Prétendument contre la Troïka et en soutien au gouvernement Tsipras-Kammenos qui en réalité ne s'oppose en rien à ladite Troïka comme on l'a montré ci-dessus. On voit ces mêmes forces politiques (au premier rang desquelles le PCF) aujourd'hui soutenir le diktat Merkel-Hollande, soutenir Hollande contre la sortie de la Grèce de l'UE. Donc le soutien au peuple grec consisterait à exiger... que le peuple grec continue à être soumis à ceux qui le pressurent et le saignent depuis des années. Le "soutien au peuple grec", ce serait le soutien à Hollande-Valls, au moment même où ceux-ci se prononcent pour le paiement intégral de la dette par le peuple grec !

Le soutien au peuple grec, bien au contraire, c'est dans chaque pays le combat pour l'annulation de la dette grecque envers les créanciers dudit pays. C'est, en France, l'annulation de la dette grecque envers l'État français et les banques françaises. Rappelons que rien qu'en intérêts la France a extorqué 730 millions d'euros entre 2010 et 2014 au peuple grec ! C'est ce combat qui doit être mené partout, en particulier dans les organisations syndicales.

### **Pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'Internationale Ouvrière**

Le Non des masses grecques du 5 juillet atteste qu'en Grèce comme ailleurs, le prolétariat ne pourra accepter éternellement d'être laminé sans réagir. Mais il est en même temps cruellement privé de la perspective politique lui permettant de mener son combat à son terme. La question décisive à résoudre pour que cette perspective soit avancée est celle de la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire. C'est ce à quoi entendent œuvrer les militants de notre Groupe, regroupés autour du bulletin *Combattre pour le Socialisme*. Prenez contact !

Le 13 juillet 2015

